

# SÃ©cheresse : L'irrigation augmente quand la ressource diminue

Dossier de la rÃ©daction de H2o  
May 2022

Lors de la rÃ©union du ComitÃ© d'anticipation et de suivi hydrologique (CASH) du 18 mai 2022, France Nature Environnement alerte sur l'augmentation de l'irrigation en France. Les chiffres du Recensement gÃ©nÃ©ral agricole 2020 qui viennent de paraÃ®tre sont Ã©loquents : la surface agricole utile diminue, mais la part de surface agricole utile irriguÃ©e augmente, partout, dans toutes les rÃ©gions. Les parcelles jusque-lÃà en agriculture pluviale sont peu Ã peu converties Ã l'irrigation. Ã l'heure oÃ¹ la sÃ©cheresse touche tout le territoire, ces transformations de l'agriculture ajoutent des pressions sur une ressource en eau dÃ©jÃà gravement menacÃ©e. Selon les chiffres du Recensement gÃ©nÃ©ral agricole 2020, l'irrigation a augmentÃ© dans toutes les rÃ©gions de France. En France mÃ©tropolitaine, on constate une augmentation de 14 % de la surface irriguÃ©e entre 2010 et 2020. Certaines rÃ©gions dÃ©jÃà en grand dÃ©ficit hydrique augmentent ainsi la pression sur leurs ressources. Par exemple la rÃ©gion Occitanie, qui connaÃ®t dÃ©jÃà de grandes difficultÃ©s dans la gestion de l'eau, voit une augmentation de 12,90 % de sa surface agricole utile irriguÃ©e. D'autres rÃ©gions commencent Ã prendre cette direction. C'est le cas des Hauts-de-France, oÃ¹ l'irrigation explose : Ã surface agricole utile quasi constante, l'irrigation a augmentÃ© de prÃ‰s de 78 %.

La double particularitÃ© de l'usage irrigation est qu'il est concentrÃ© sur l'Ã©tÃ©, c'est-Ã -dire durant les mois oÃ¹ la ressource est la moins disponible, et que l'eau prÃ©levÃ©e ne retourne pas dans les milieux aquatiques, comme c'est le cas par exemple des prÃ©levÃ©ments eau potable, puisqu'elle est utilisÃ©e par les cultures arrosÃ©es. Ces prÃ©levÃ©ments ont donc un impact beaucoup plus fort sur une ressource en eau fragilisÃ©e, et pour cela ils doivent Ãªtre gÃ©rÃ©s dans un cadre collectif, inexistant dans de nombreux territoires. Le Varenne agricole qui a prÃ©sentÃ© sa feuille de route le 1er fÃ©vrier s'est basÃ© sur des donnÃ©es d'irrigation pÃ©rimÃ©es, datant de 2010. Or les donnÃ©es de 2020, curieusement inutilisÃ©es, montrent une Ã©volution prÃ©occupante : la surface agricole se rÃ©duit, mais les parcelles restantes ont tendance Ã se convertir Ã l'irrigation, impactant nÃ©cessairement les ressources en eau des territoires. De nombreuses questions se posent : quelles sont les principales cultures arrosÃ©es ? OÃ¹ sont les donnÃ©es publiques sur les nouveaux prÃ©levÃ©ments ? Quel est le contrÃôle des volumes prÃ©levÃ©s ? Comment Ã©viter les risques de dÃ©sÃ©quilibre dÃ©jÃà observÃ©s sur un tiers du franÃ§ais ? Pour Florence Denier-Pasquier, administratrice FNE et spÃ©cialiste de la gestion quantitative de l'eau, "la sÃ©cheresse actuelle nous oblige Ã regarder la situation en face. Il y a un vrai risque que les cumuls de nouveaux prÃ©levÃ©ments pour l'irrigation soient incompatibles avec l'effondrement des ressources en eau disponibles. Le changement climatique Ã©volue vite et il est urgent d'avoir une politique beaucoup plus cohÃ©rente de gestion quantitative de l'eau, fondÃ©e sur des donnÃ©es Ã jour."

La sÃ©cheresse actuelle est aussi sÃ©rieuse qu'elle Ã©tait prÃ©visible, dans un contexte de changement climatique et d'aggravation des phÃ©nomÃnes mÃ©tÃ©orologiques extrÃªmes. DÃ's qu'un manque de prÃ©cipitations hivernales survient, comme ce fut le cas dÃbut 2022, nous nous retrouvons face Ã une situation prÃ©caire vis-Ã -vis de la ressource en eau. C'est une mise en tension de tous les usages, que ce soit pour l'eau potable, le refroidissement des centrales nuclÃ©aires, la production d'hydroÃ©lectricitÃ©, de nombreuses productions Ã©conomiques et bien sÃ»r l'agriculture. Sur chaque territoire, l'eau est une ressource en partage entre usagers, qui doit Ãªtre gÃ©rÃ©e collectivement dans le respect des milieux aquatiques. La rÃ©ponse d'urgence Ã cette crise est dans les mains des prÃ©fets. Il en va de leur responsabilitÃ© de prÃ©venir ces situations, dans le cadre de la nouvelle rÃ©glementation SÃ©cheresse nationale, et de leur vigilance pour assurer le contrÃôle de tous les prÃ©levÃ©ments. FNE rappelle qu'une vraie prÃ©vention des sÃ©cheresses se prÃ©pare en amont, et non au moment de la crise. La rÃ©ponse de long terme se situe dans les choix des politiques publiques d'attÃ©nuation et d'adaptation au changement climatique, dont la politique de l'eau et des milieux aquatiques, gravement malmenÃ©e par le rÃ©cent Varenne agricole.

En 2019, les Assises de l'eau ont mis autour de la table tous les usagers de l'eau et les acteurs de la protection des milieux aquatiques afin d'arriver Ã des accords inÃ©dits, dont un objectif de rÃ©duction des prÃ©levÃ©ments d'eau de 10 % en 5 ans et de 25 % en 15 ans. Les derniers chiffres de l'irrigation vont en sens inverse. Pour mieux gÃ©rer ces crises, il est nÃ©cessaire de multiplier et Ã s'aggraver, il est nÃ©cessaire de mettre en place une rÃ©elle politique publique organisant la

sobriétés de tous les usages de l'eau. Ces usages sont interdépendants, et aujourd'hui le compte n'y est pas : les économies faites dans un secteur sont réduites au profit d'un autre. Pour partager l'eau, il faut partager les efforts, et donc organiser collectivement la sobriété et que les pratiques impactantes soient effectivement réduites. La sobriété doit s'accompagner d'un ensemble de solutions fondées sur la nature : l'agroécologie, la préservation de zones humides et de paysages bocagers, la désimperméabilisation et la renaturation des sols, qui permettent de ralentir le cycle terrestre de l'eau douce. Elles favorisent leur stockage dans les sols et les nappes phréatiques et permettent d'assurer une meilleure disponibilité de la ressource, sans avoir à la stocker dans des infrastructures artificielles ou l'eau s'évapore.

Il est temps de revenir à l'objectif collectif des Assises de l'eau, nous ne ferons pas l'économie des économies d'eau !

France Nature Environnement